



Syndicat National des Personnels
de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire
Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001
Paris
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
site : www.snpespjj-fsu.org Mél :
Snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



Paris, le 12 novembre 2012

LE 14 NOVEMBRE 2012 :
MOBILISATION INTER PROFESSIONNELLE PUBLIC/PRIVE CONTRE L'AUSTERITE,
CONSTRUIRE ET FAIRE CONVERGER LES MOBILISATIONS EN EUROPE !

Le 14 novembre, pour la première fois en Europe, un mouvement de grève générale est appelé par le mouvement syndical au Portugal, en Espagne, en Grèce, à Chypre et à Malte et soutenu par les mouvements sociaux et partis politiques. En lien, la Confédération Européenne des Syndicats a lancé un appel à une journée d'action et de solidarité dans toute l'Europe. Les organisations syndicales françaises CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, s'inscrivent dans cet appel « pour l'emploi et la solidarité en Europe ». Elles appellent dans leur communiqué inter professionnel à « faire du 14 novembre une grande journée de mobilisation interprofessionnelle rassemblant les salariés du public et du privé, les retraités et les chômeurs pour manifester leur volonté de voir apporter des réponses concrètes aux difficultés que vivent tous les travailleurs en Europe, en solidarité avec les travailleurs espagnols, portugais et grecs » (communiqué interprofessionnel du 26/11/12).

La FSU a déposé un préavis de grève pour le 14/11 afin de permettre la participation aux manifestations prévues à Paris et en province.

Pour le SNPES-PJJ, il y a urgence à développer une mobilisation à l'échelle européenne contre les politiques d'austérité, la journée du 14/11 peut en constituer la première étape.

En effet, l'austérité accroît partout les injustices sociales par : la remise en cause des services publics, l'augmentation de la fiscalité pour les salariés, la baisse des rémunérations, la déréglementation du travail. En France, les plans de licenciement se multiplient, le chômage et l'emploi précaire explosent, l'exclusion et la pauvreté touchent 11 millions de personnes.

En Grèce, en Espagne et au Portugal, les traitements de choc imposés aux salariés suscitent une révolte légitime. Les autorités européennes, qui ont vanté pendant des années les vertus du libéralisme et de la non intervention pour réguler l'économie, imposent des coupes sombres dans les services publics, exigent l'augmentation des impôts et la baisse des salaires ! Les déficits publics et le coût du travail sont rendus responsables d'une crise économique qui s'éternise depuis plusieurs années sur fond de spéculation financière effrénée.

En France, le gouvernement issu des élections, s'est engagé sur la voie de l'austérité budgétaire. En lien avec le pacte du traité européen, il maintient l'objectif irréaliste économiquement et injuste socialement des 3% de déficit public. Pire encore il s'apprête à céder aux sirènes du patronat qui réclament un choc de compétitivité. Le projet gouvernemental prévoit une baisse des impôts des entreprises, compensée par des hausses de TVA qui amputeront le pouvoir d'achat. Cela n'est pas acceptable et reviendrait à diminuer encore le pouvoir d'achat des salariés. Les mesures d'aides aux entreprises ou d'allègement du « coût du travail » n'ont jamais fait la preuve de leur efficacité en matière de créations d'emplois. A l'inverse les profits financiers et les dividendes continuent de progresser au détriment des salaires malgré la crise, et les écarts de richesse se creusent.

**En France comme dans tous les pays d'Europe,
la solidarité doit s'imposer face à l'austérité !**